

Les graines de mémoire

par Vanessa Góngora

En prenant le pouvoir en 2008, Álvaro Colom mettait l'accent sur sa volonté de transformer la frêle démocratie guatémaltèque. Son parti, l'Unité Nationale de l'Espoir, s'érigeait en héritier du mouvement social-démocrate initié par son oncle Manuel Colom Argueta¹. Son gouvernement se voulait celui des plus démunis, de l'inclusion et de la pluralité. Quatre ans plus tard, le bilan du président Colom se veut aussi l'exception à la règle du vieil adage « l'espoir fait vivre », puisque les statistiques de criminalité se sont envolées, atteignant en 2009 le record de morts par violence en temps de paix (6498) et un indice d'impunité proche de 99%².

L'Unité de protection aux défenseur-es des droits humains (UDEFEQUA) a fait, elle aussi, le bilan de sa gestion, caractérisée par une augmentation sans précédent de la conflictivité sociale. Expulsions violentes liées à l'accaparement de terres destinées aux monocultures, militarisation comme mécanisme de contrôle social, mépris de la législation nationale et internationale quant à l'exploitation de ressources naturelles. Comme dans les cas de la mine Marlin et de Perenco, documentés, analysés et dénoncés dans nos pages depuis trop longtemps. Autant de problématiques qui se traduisent par le nombre d'attaques aux défenseur-es recensées par UDEFEQUA : un total de 1224 entre 2008 et 2011, l'année dernière étant la plus violente avec 402 agressions et 19 défenseur-es assassinés³.

Concédon dans ce domaine deux mérites au président sortant : le prolongement du mandat de la Commission Internationale contre l'Impunité (CICIG) et la nomination à la tête du Ministère Public de Claudia Paz y Paz, reconnue pour son parcours pour la défense des droits humains. Sous son impulsion, d'importantes avancées ont été faites dans le domaine de la justice pour les crimes perpétrés pendant le conflit armé : arrestation et poursuites pénales de deux anciens chefs d'État et de nombreux membres de la police nationale, de l'armée, de groupes paramilitaires responsables de massacres, d'assassinats et de disparitions forcées.

Enfin, l'insécurité régnante, que Colom n'a pas su réfréner, a finalement offert un champ fertile au programme de « *mano dura* » du nouveau président, Otto Pérez Molina. Ironie du sort, lors

de l'une de ses dernières apparitions publiques, le président sortant glissait à l'oreille d'une militante de longue date des droits humains: « *ce qui se prépare est inquiétant...* ».

Le 14 janvier dernier, un Otto Pérez Molina rayonnant recevait les clefs du pouvoir d'un pays toujours en reconstruction, 16 ans après la signature des Accords de Paix, et en proie à la corruption généralisée des administrations publiques et à la collusion entre oligarchie, crime organisé et pouvoir local. L'un des signataires de ces accords était le général Otto *Tito* Pérez Molina, symbole du renouveau de l'institution militaire. Les médias traditionnels véhiculent cette image, tant au niveau national qu'international, omettant consciemment un passé lourd et amplement documenté. Seuls les médias indépendants et alternatifs rappellent et dénoncent les liaisons dangereuses passées et présentes du nouveau président.

Dans son discours d'investiture, Pérez Molina dirigeait un message spécial au mouvement des droits humains: « *[...] au cours de ces 15 dernières années, l'esprit et les objectifs de changement des Accords de Paix ont été trahis, certaines personnes qui n'ont jamais combattu ou vécu le conflit semblent obstinées à empêcher son dépassement, bien au contraire elles en vivent et comptent dans certains cas sur des appuis internationaux.* » Le mot « liberté » quant à lui, n'a pas été cité une seule fois dans son discours. Cela ne fait que confirmer le sentiment de retour à un passé terrifiant, que percevaient déjà les militants des droits humains au Guatemala il y a quelques mois.

C'est précisément cette liberté, précaire, qu'exercent ces femmes et ces hommes dans leur lutte pour la justice : pour ceux qui ne sont plus là, pour ceux qui restent et ceux qui viendront. Ils savent qu'en *semant des graines de mémoire, on récolte la paix.* ■

¹Étudiant de l'Université San Carlos, avocat militant et fondateur de l'Unité Révolutionnaire Démocratique, maire de Guatemala Ciudad (1970-1974), il a publiquement dénoncé un plan gouvernemental pour l'éliminer avant d'être assassiné par l'armée en 1979. Commission d'Éclaircissement Historique (CEH), cas illustratif 65, Janvier 1999.

² Le PNUD a recensé 5960 morts violentes en 2010 et 5618 en 2011. Dans Briscoe et Stappers, *Breaking the wave: critical steps in the fight against crime in Guatemala*, p. 11-12. Clingendael Institute et Impunity Watch. Janvier 2012.

³ Luis Arévalo, *Señalan período difícil para defensores de DD.HH.*, La Hora, 6 Janvier 2012.

Sommaire

Édito p. 1

Les graines de mémoire
par Vanessa Góngora

Actualités p. 2

Quelle extrême-droite pour
quels intérêts en jeu au
Guatemala?
par Nicolas Krameyer

Tournant dans la lutte de
Nueva Linda : départ du
bord de la route pour de
nouvelles terres à Santa
Rosa
par Amandine Grandjean

Une décision historique
pour la lutte contre
l'impunité: l'ancien dictateur
Ríos Montt formellement
inculpé pour génocide
par Marine Pezet

Initiative p. 8

Marcos Pérez, cinéaste et
acteur de la lutte pour la
défense du territoire à San
Miguel Ixtahuacán, crée le
réseau de cinéaste maya.
par Amandine Grandjean

Brèves p. 9

Bloc Notes p. 11

Collectif Guatemala p. 12

Collectif Guatemala
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - France
Tel/Fax : + 33
(0)1.43.73.49.60

collectifguatemala@gmail.com
<http://collectif-guatemala.chez-alice.fr/>

Permanence :
Du lundi au vendredi 10h-18h

Directrice de publication :
Isabelle Tauty Chamale
ISSN 1277 51 69

Ont participé à ce numéro :
Cynthia Benoist, Emilie Faruya,
Amandine Grandjean, Vanessa
Gongora, Nicolas Krameyer,
Marine Pezet, Isabelle Tauty.

Quelle extrême-droite pour quels intérêts en jeu au Guatemala?

Par Nicolas Krameyer

Le général à la retraite Otto Pérez Molina a été investi président de la république du Guatemala le 14 janvier 2012 : les thèmes de campagne, les nominations au sein de son gouvernement ou ses réseaux d'alliances permettent déjà de dessiner les intérêts et certaines des politiques menées pour les quatre prochaines années. Des perspectives sombres pour un pays au bord du gouffre.

A lors que la violence ne cesse de gangréner chaque jour d'avantage le Guatemala, le pays s'est sans surprise choisi le candidat du Parti Patriote, chantre depuis plusieurs années de la *Mano Dura*, la « main ferme », contre la délinquance et le crime organisé.

Un paradoxe, alors que lui et ses réseaux sont directement liés à ce même crime organisé et aux pires heures de la répression génocidaire du début des années 1980.

Otto Pérez Molina, l'un des talents de la politique de terre brûlée.

Pérez Molina, issu de la promotion 73 de l'armée, qui a vu nombre de ses membres se distinguer comme les plus féroces opérateurs de la politique contre-insurrectionnelle, s'est fait connaître comme le commandant en chef des forces armées dans la région ixil au début des années 1980, une zone très touchée par les massacres en masse contre la population ixil (plusieurs dizaines de milliers de morts).

Il devient le patron du renseignement militaire puis de feu l'Etat-major présidentiel¹, deux institutions dont le rôle central dans la planification et l'exécution des violations et basses œuvres contre les leaders des mouvements sociaux et étudiantins, a été cruellement mis en lumière par la Commission d'éclaircissement historique. Tortures, disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires étaient commanditées et planifiées depuis ces tours de contrôle de la contre-insurrection.

Pérez Molina est ainsi directement visé par une plainte pour la disparition forcée et l'assassinat d'Efraín Bámaca (voir p. 6 et 7), l'un des dirigeants du mouvement de guérilla ORPA. Celle-ci a été opportunément classée sans suite quelques jours avant son élection. Devant cette volonté manifeste d'étouffer l'affaire, la veuve de Bámaca a alors publié l'ensemble des éléments du dossier... saisissant².

Son nom apparaît également dans des notes déclassifiées de la National Security Agency (NSA) relatives à différentes affaires de corruption dans les années 1980, mais aussi à la constitution en 1992 d'un groupe visant à

«gérer les attaques contre l'Etat par les organisations des droits humains».

Non moins impressionnant est le palmarès du deuxième homme fort de l'écurie présidentielle. A peine élu, Otto Pérez Molina a consacré sa première annonce à la nomination du ministre de l'intérieur, sur lequel reposera une grande partie de sa politique de sécurité, pierre angulaire de son élection : Hector López Bonilla, « frère d'armes » de Molina. Lieutenant-colonel, formé à la tristement célèbre école *Kaibil*³, puis directeur de l'Ecole polytechnique et de l'industrie militaire, il est surtout l'un des instigateurs du coup d'Etat du 23 mars 1982 qui porta le général Efraín Ríos Montt au pouvoir : membre du conseil consultatif - considéré comme le véritable organe de pouvoir à cette période - il est « exilé » une fois Ríos Montt démis de ces fonctions en août 1983. C'est à cette époque qu'il devient, comme, dans une moindre mesure, Pérez Molina, un intime de Fernández Ligorria⁴: autre militaire formé à l'école des *Kaibiles*, celui-ci est surtout considéré par certains analystes comme un des patrons du crime organisé au Guatemala. Il serait un des chefs des *Zetas*, l'un des cartels de drogue mexicains les plus puissants et surtout les plus violents, qui domine actuellement une grande partie du Nord du Guatemala. Nombre de *Kaibiles* démobilisés se sont d'ailleurs reconvertis dans les *Zetas*.

Il serait fastidieux d'énoncer le curriculum de la « garde rapprochée » du nouveau président mais la liste est longue de membres du gouvernement ou de cercles de pouvoir gravitant autour, pour lesquels de fortes présomptions d'accointance avec le crime organisé, ou de participation à des violations graves des droits humains semblent étayées. De même, il est évident que le poids d'une certaine frange de l'armée sort considérablement renforcé, ce qui a de quoi inquiéter. Il est en particulier deux domaines où l'inquiétude pourrait se traduire à court et moyen terme de manière très concrète: il s'agit de l'instrumentalisation de l'appareil judiciaire, et d'une guerre contre le crime organisé qui pourrait aussi avoir pour objet de régler quelques comptes entre mafias rivales.

Vers une instrumentalisation de la justice ?

Ces dernières semaines, des pas positifs décisifs ont été franchis par la justice guatémaltèque, grâce notamment à l'indépendance et la pugnacité de certains hauts magistrats, dont la procureur générale de la Nation, Claudia Paz y Paz, qui travaille en collaboration étroite avec la CICIG⁵.

Notamment, la plainte pour génocide et crimes contre l'humanité contre le peuple ixil a enfin avancé de manière décisive. Ce combat de plus de 15 ans des survivants des massacres a abouti à la comparution d'Efraín Ríos Montt, tenu pour être le principal responsable intellectuel des actes de génocide, devant la justice le 19 janvier 2012 (voir p.6-7). Sans préjuger de la suite, on peut considérer ce jour comme historique.

Moins d'une semaine après, le congrès guatémaltèque ratifiait le statut de Rome qui fait adhérer le Guatemala à la Cour Pénale Internationale, pour les crimes les plus graves, de manière bien sûr non-rétroactive.

Enfin, l'annonce par Pérez Molina, qu'il souhaitait prolonger le mandat de la CICIG à mai 2015, et son soutien public à Claudia Paz y Paz peuvent aussi être considérés comme positifs.

Mais ces déclarations ne sont-elles pas une pure façade pour des hommes au pouvoir directement visés par une plainte, comme celle de Bámaca, constituant, si avéré, un crime contre l'humanité ? C'est à craindre, comme la campagne d'intimidation menée contre les plus hauts magistrats du pays par l'association AVEMILGUA le laisse entrevoir.

AVEMILGUA, acronyme de l'Association des Vétérans Militaires du Guatemala, bien connue des défenseurs des droits humains, a pour vocation de défendre « l'honneur » et les intérêts de l'institution militaire. Elle a été créée en 1988 par des vétérans dits de la « ligne dure » de l'armée, opposés aux pourparlers de paix avec l'URNG⁶.

Depuis octobre dernier, l'association et certains de ses membres ont publié plusieurs communiqués pour dénoncer les agisse-

ments de Claudia Paz y Paz à l'encontre de Ríos Montt et d'autres responsables de la politique de terre brûlée.

L'association a ainsi appelé « *les institutions responsables de veiller à l'application de la loi de cesser la persécution des militaires qui, conformément à leur mission constitutionnelle, ont défendu l'Etat guatémaltèque de l'agression armée réalisée par les factions terroristes marxistes-léninistes de l'URNG... Cesser aussi toute ingérence étrangère de fonctionnaires et personnes étrangères aux événements internes de notre pays, ce qui constitue une menace et une pression (sic) pour les juges en charge des plaintes* ». Et de conclure : « *nous lançons un cri d'alerte à l'unité des vétérans militaires, d'hier, aujourd'hui et de toujours, de tous les coins de notre patrie, à affronter cette menace* ».

L'un de ses membres conclut son article le 5 novembre dernier à propos des procès contre des militaires : « *Ce travestissement pervers de la justice met en danger la démocratie et la stabilité du pays... De quelle justice parlent-ils quand ils montent un cirque pour réaliser des procès politiques, qui, tôt ou tard, appelleront une réaction.* »

La menace contre les institutions judiciaires ne prend même pas la peine d'être voilée...

L'appel d'AVEMILGUA a conduit à la création le 13 novembre dernier de FAMILIAS (l'acronyme signifiant « Proches et Amis de militaires agissant de manière solidaire »), regroupant 22 associations, dont le slogan est on ne peut plus explicite : « Liberté pour ceux qui ont lutté pour notre liberté ».

Qu'en est-il des liens entre Pérez Molina et AVEMILGUA ? Pérez Molina et d'autres de son cercle proche font partie de la faction de l'armée, appelée les « institutionnels », qui s'est confrontée durement avec un autre cercle, connu sous le nom de *Cofradia*, et dont les membres semblent mener l'offensive médiatique contre la CICIG et la procureur générale de la Nation.

Ainsi, Pérez Molina est-il par exemple depuis les années 1980 notoirement opposé au Général Efraín Ríos Montt et à ses affidés. Néanmoins, les porosités entre les différentes factions de l'armée sont nombreuses et les accointances entre les deux groupes plus importantes qu'il n'y paraît, à travers par exemple plusieurs des membres du gouvernement, qui ont maintenu de bonnes relations avec les deux courants.

Il semble que Pérez Molina affiche timide-

ment son soutien public à ces institutions, afin principalement de rassurer la « communauté internationale » sur ses intentions, tout en laissant des associations de militaires d'extrême droite mener l'offensive.

Cela est encore plus clair lorsque l'on observe l'autre flanc de l'offensive. Pérez Molina a demandé avec insistance que le ministère public enquête sur plusieurs affaires de corruption du gouvernement sortant d'Alvaro Colom, visant nommément plusieurs de ses principaux adversaires politiques, comme Sandra Torres, femme de l'ex-président.

Si la corruption du précédent gouvernement est avérée, ce genre de manœuvre contre la précédente administration est une tactique rôdée par les gouvernements locaux pour affaiblir le camp sortant et l'épurer des administrations qu'il contrôle. Ainsi le gouvernement GANA d'Oscar Berger (2004-2007) avait-il procédé contre le gouvernement de Portillo, obligeant celui-ci à fuir au Mexique.

Surtout, ces enquêtes visant des personnages haut placés seront une « patate chaude » pour l'institution judiciaire, qui risque d'être confrontée à de nombreuses embûches. Dès lors, l'échec potentiel des enquêtes pourrait facilement permettre à Pérez Molina de démettre Claudia Paz y Paz. Dans tous les cas, le travail de cette dernière à la tête de l'institution semble un terrain miné.

Quelle guerre contre le crime organisé et le narcotrafic ?

Alors que le Guatemala présente un taux d'homicide par habitant trois fois supérieur à celui du Mexique, Pérez Molina a fait de la guerre contre le crime organisé son cheval de bataille. Pourtant, on l'a vu, lui et ses proches ont de nombreuses connexions avec des capos guatémaltèques du crime organisé. Surtout, si l'on s'en réfère à ses états de service sous le gouvernement Berger (2000-2003) en tant que commissaire à la sécurité et à la défense, aucune des familles des cartels guatémaltèques n'a été inquiétée, de près ou de loin.

Dès lors, peut-on imaginer que la guerre contre le crime organisé se dirigera principalement contre les ennemis des cartels amis du pouvoir actuel, alors que la guerre fait rage pour le contrôle du nord du Guatemala ? Il est trop tôt pour le dire, on ne peut à ce jour s'en tenir qu'aux faits, troublants.

L'une des premières mesures prises par son gouvernement a été de renforcer le rôle de

l'armée dans la sécurité publique. Ainsi, les barrages routiers seront désormais organisés conjointement par des unités mixtes de 5 à 10 policiers, avec le renfort de 15 à 30 soldats.

Dans la guerre contre le narcotrafic, Molina a demandé l'aide financière renforcée des Etats-Unis. Le 17 novembre dernier, dans la maison de l'ambassadeur des Etats-Unis, celui-ci a même proposé la création d'un vice-ministre dédié, une « espèce de tsar antidrogue » comme il l'a appelé. Aujourd'hui, le corps d'élite des *Kaibiles* a pour mission principale de combattre le crime organisé, en particulier les cartels mexicains des *Zetas*, et de *Sinaloa*, fortement implantés dans le nord du Guatemala et en guerre ouverte avec les cartels guatémaltèques.

Si cette volonté politique se confirme, selon *Stratfor Global Intelligence*, la frontière nord du Guatemala risque fort de se transformer en un véritable front de guerre entre les cartels mexicain et les forces spéciales guatémaltèques, comparable à la guerre qui se livre actuellement au Mexique. Mais, dans le cas contraire, selon le même institut spécialisé, l'influence et la violence des cartels mexicains en Amérique centrale ne feraient qu'empirer.

C'est dans ce contexte qu'à la stupéfaction générale – et à la fureur des Etats-Unis, Pérez Molina a déclaré le 12 février vouloir étudier avec ses homologues centraméricains la possibilité d'une dépenalisation du transport et de la consommation de drogue dans l'isthme. Prenant à partie l'échec du tout-répressif colombien, et le coût faramineux de cette politique, il dit vouloir encadrer cette dépenalisation afin d'enrayer la violence, le blanchiment d'argent, et de baisser le coût sur les finances publiques. Réel souhait d'offrir une voie alternative, coup de bluff pour obliger les Etats-Unis à mettre la main au portefeuille, offre de reconversion aux capos guatémaltèques pour se muer en hommes d'affaires respectables ?

Il est réellement trop tôt pour le dire. La suite au prochain épisode...

¹ L'Etat Major Présidentiel, ou EMP, est une unité qui a fonctionné jusqu'en 2003 comme ressource d'intelligence, analytique et opérationnelle, au sein de la Présidence.

² <http://www.casobamaca.org/>

³ Les *Kaibiles* sont le corps d'élite de l'armée, équivalent dans ses missions à la légion étrangère en France : durant le conflit, les *Kaibiles* ont été tenus pour responsables des pires atrocités sur le terrain.

⁴ Celui-ci est décédé le 10 janvier 2011. Lopez Bonilla a prononcé le principal hommage lors de ses funérailles.

⁵ Commission Internationale Contre l'Impunité au Guatemala

⁶ Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque

Tournant dans la lutte de Nueva Linda : départ du bord de la route pour de nouvelles terres à Santa Rosa

Par Amandine Grandjean

L'association Pro-Justicia Nueva Linda, groupe paysan qui lutte pour la justice en occupant le bord de la route depuis 2004 le long de la finca Nueva Linda (département de Retalhuleu, côte Pacifique), a enfin obtenu des titres de propriété pour des terres dans le département de Santa Rosa en décembre dernier. Ce moment historique, émouvant, et de changement pour les familles de Nueva Linda, a aussi marqué notre association, qui accompagne leur lutte depuis plusieurs années. Notre coordinatrice terrain était présente à leurs côtés à cette occasion.

Les dirigeants de Pro-Justicia Nueva Linda avaient invité les familles du groupe à se réunir le 18 décembre dernier, au bord de la route menant à Champerico. Ce jour-là, ils allaient commencer à démonter leurs champas. En 2003, au début de leur lutte exigeant justice pour la disparition forcée de leur compagnon Héctor Reyes¹, quelques unes des familles du groupe vivaient dans ces abris de fortune construits aux abords de la finca Nueva Linda. Betty, la fille d'Héctor Reyes, a vécu trois années au bord de la route, avec ses enfants. Puis un système de tours s'était mis en place : les familles réparties en 4 groupes venant à tour de rôle pour 8 jours consécutifs. Ainsi, après tant de temps et de moments de lutte passés dans les champas, leur destruction a fait surgir de fortes émotions, même pour les enfants, qui y sont venus régulièrement pendant les premières années de leur vie. Le soir, les familles se sont réunies pour une dernière veillée au pied du *conacaste*². D'autres familles sont arrivées tôt le lendemain matin, pour regrouper leurs affaires et terminer de démonter les champas. A 9 heures et demie, tout était chargé sur le toit des deux bus loués pour l'occasion, afin de rejoindre le département de Santa Rosa pour la remise

officielle des nouvelles terres, fruit d'un long et difficile processus de négociations.

Retour sur la lutte de Nueva Linda

Héctor Reyes était employé comme gérant par le propriétaire *finquero* espagnol Carlos Vidal de l'immense finca Nueva Linda, à l'époque destinée à l'élevage de bétail. Dirigeant paysan, il participait au syndicat *Mayas Sin Tierra* et s'était prononcé contre certaines pratiques douteuses du *finquero*. A l'aube du 5 septembre 2003, Héctor Reyes est appelé par le propriétaire qui envoie un de ses gardiens de sécurité privée le chercher à son domicile. Héctor sort de chez lui avec cet homme et disparaît. Au Guatemala, on appelle cela une "disparition forcée", pratique utilisée comme mécanisme de terreur et développée pendant la guerre civile. Les compagnons d'Héctor s'organisent alors conjointement à sa famille et dénoncent immédiatement sa disparition aux autorités. Le 13 septembre suivant, ils et elles se présentent aux portes de la finca, réclamant leur compagnon, époux, père, mais en réponse, ils et elles reçoivent des coups de feu. Comme mesure de pression, et avec l'appui de 800 familles, les proches d'Héctor en viennent à occuper pacifiquement la finca Nueva Linda, afin de réclamer que

justice soit faite. Mais le 31 août 2004, des membres de la sécurité privée du propriétaire, soutenus par les forces armées de l'Etat, réalisent dans la plus grande violence l'expulsion des familles. Bilan : de nombreux blessés, des journalistes présents agressés et 12 morts, 9 paysans et 3 policiers.

Lors d'un discours (20 décembre 2011), Mariano Calel, représentant de Pro-Justicia Nueva Lin-

da rappelait "Et devinez quelle fut la grande surprise? C'est la sécurité de Virgilio Casado, le [nouveau] propriétaire de la finca, qui est venue nous expulser. Ce n'était pas la police (rires). Pouvez-vous croire, camarades, jusqu'où va le pouvoir?".

Un cas de lutte paysanne emblématique au Guatemala

Quelques mois après son arrivée au pouvoir, Oscar Berger, issu de l'oligarchie guatémaltèque et grand propriétaire terrien, ordonne l'expulsion des paysans occupant pacifiquement la finca Nueva Linda, défendant le droit à la propriété, ce qui provoque le massacre de 12 personnes. Il démontre ainsi comment ce droit à la propriété prime sur le droit à la vie. "Malheureusement, la propriété privée est respectée, n'est-ce pas... Comme le disait un homme du Bureau du Procureur des Droits Humains : là-bas, à la capitale occuper une finca est plus délicat que tuer quelqu'un."³ Parmi les commanditaires du massacre de Nueva Linda, figurent l'ex-ministre de l'Intérieur Carlos Vielmann, accusé en Espagne où il est assigné à domicile et en attente de jugement, Javier Figueroa, ex sous-directeur de la police et passé de l'asile politique à la prison préventive en Autriche et Erwin Sperisen, poursuivi en Suisse, dont il a la nationalité. Tous trois sont poursuivis pour des cas d'exécutions extra-judiciaires commises pendant leur mandat sous le gouvernement Berger⁴.

Après l'expulsion violente et le massacre, la répression et la criminalisation continuent : des mandats d'arrêt sont émis contre plusieurs des dirigeants du groupe, et les *finqueros* de la région établissent une "liste noire" avec les noms des personnes organisées dans cette lutte pour la justice, les empêchant de trouver un nouveau travail. Le groupe s'installe par la suite au bord de la route, face à l'entrée de la finca Nueva Linda, pour continuer de clamer justice. Tout au long de leur présence au bord de la route, des membres du groupe reçoivent menaces et intimidations de la part du *finquero* et de sa sécurité privée. En



Les champas, le long de la finca Nueva Linda

2006, *Pro-Justicia NL* sollicite la présence d'observateurs internationaux et bénéficie jusqu'en décembre 2011 de l'accompagnement international par ACOGUATE⁵. Au niveau local, l'organisation paysanne CO-DECA (Comité de Développement Paysan) s'est solidarisée avec le groupe et l'a soutenu un temps, notamment dans ses démarches juridiques.

Collectif Guatemala, Nueva Linda et l'association suisse Km.207

Depuis la disparition d'Héctor Reyes, le Collectif Guatemala soutient les demandes du groupe de Nueva Linda. En 2004, nous avons organisé une campagne de soutien avec Peuples solidaires et levé des fonds de solidarité. En 2006, Grégory Lassalle, alors coordinateur terrain du CG va à la rencontre des femmes et des hommes de Nueva Linda, et réalise un documentaire sur leur lutte⁶. Une relation de confiance et d'amitié se construit, et l'importance du cas de Nueva Linda et de cette lutte amène le Collectif à organiser une tournée avec l'association *Pro-Justicia NL*, en Europe. C'est lors de cette tournée que des membres de NL rencontrent des personnes de la Communauté Genevoise d'Action Syndicale-CGAS. Touchées par la situation de NL, elles décident de créer une association dédiée à leur appui, située à Genève: *Km.207*. L'association obtient en 2008 des fonds du Canton de Genève afin de mener à bien un projet productif. En 2009, Cynthia Benoist devient coordinatrice terrain du CG et par la même occasion, assure le lien terrain entre *Km.207* à Genève et *Pro-Justicia NL* et ce, jusqu'à la clôture du projet, fin 2011.

Négociation de terres avec le Secrétariat des Affaires Agraires (SAA)

Face au déni de justice, les familles de Nueva Linda voyagent jusqu'à la capitale où elles montent un campement sur la place centrale en juin 2006, afin d'augmenter la pression envers le gouvernement. Là, des personnes se solidarisent à leur lutte et leur facilitent un contact avec le Secrétariat des Affaires Agraires. C'est alors que commence de longues négociations pour que les familles de Nueva Linda puissent bénéficier de terres via cette institution. En 2010, un premier groupe de familles se rend à la capitale pour signer au SAA afin d'obtenir des titres de propriété puis un an plus tard, d'autres familles font de même, à Champerico cette fois, où des représentants du SAA se déplacent pour faire signer d'autres familles. 10 *caballerías* ont été

promises, mais pour l'instant seules 7 ont été obtenues par SAA pour le groupe⁷.

Remise officielle à Santa Rosa

Après sept heures de voyage, nous arrivons le 19 décembre dans la municipalité d'Oratorio, département de Santa Rosa. Il est prévu de passer la nuit et de réaliser la remise officielle des terres le jour suivant autour de la maison de l'ancien

gérant de la *finca* où se situent les parcelles de terres destinées au groupe. En même temps que les familles commencent à installer leur couchage pour la nuit –matelas voire seulement des couvertures à même le sol, autour de la maison– des hommes abattent deux veaux et un porc, pour la célébration du lendemain. Des représentants du SAA arrivent sur place le 20 décembre afin de remettre officiellement les titres de propriétés aux représentants de l'association *Pro-Justicia Nueva Linda* pour les nouvelles terres. Des autorités locales, de la municipalité d'Oratorio, viennent également assister à l'activité. Celle-ci est facilitée par un compagnon de la capitale⁸. Les représentants du groupe ont donné quelques discours, rappelant l'histoire de leur longue lutte, et remerciant toutes les personnes et organisations qui les ont accompagnés tout au long de celle-ci, telles que *Bloque Anti imperialista*, *Collectif Guatemala*, l'association *KM.207*, et ACOGUATE - projet d'accompagnement international aux défenseur-es des droits humains au Guatemala. Mariano a également rappelé qu'il manque toujours une partie des terres. A ce sujet, Nicolás, un autre *leader* du groupe insiste, se dirigeant aux fonctionnaires: "*Tant de temps, neuf ans que nous sommes dans la lutte. Jusqu'ici. Il y a un dicton qui dit 'il n'y a pas de lutte qui n'est pas gagnée'. Tous ces gens présents aujourd'hui, ce sont des gens qui ont fait beaucoup d'efforts, qui ont souffert, des gens qui ont lutté, pour bénéficier d'un résultat qui aujourd'hui n'arrive pas complet. Cependant, nous espérons qu'il soit complété l'année prochaine [2012].*" Une minute de silence est donnée pour les martyr-es de Nueva Linda.



Remise officielle à Santa Rosa

Nouveau moment de forte émotion, trop court pour se rappeler de tous-tes les camarades perdu-es au cours de leur longue lutte⁹.

La justicia no la podemos callar, JAMÁS !

*La justice nous ne pouvons pas la taire, JAMAIS !*¹⁰

¹ Et suite à leur expulsion violente de la finca Nueva Linda en 2004 (voir *Retour sur la lutte de NL*)

² Arbre centenaire du bord de la route, au pied duquel se réunissait le groupe pour des réunions telles que la commémoration annuelle, chaque 31 août, de l'expulsion violente et massacre de Nueva Linda.

³ Mariano Calel. Discours du 20.12.2012.

⁴ *El tranquilo refugio gubernamental de Erwin Sperisen*. Plaza Pública. 24.11.2011. <http://www.plazapublica.com.gt/content/el-tranquilo-refugio-gubernamental-de-erwin-sperisen/>. Voir aussi Brève LA n°195.

⁵ C'est ainsi que commence l'accompagnement régulier d'ACOGUATE, par des visites aux champs, au bord de la route. Une champa est construite spécialement pour les accompagnateurs/rices : « l'hôtel Mille étoiles », pour le ciel aux mille étoiles que l'on admirait pendant les discussions-veillées avec les membres du groupe.

⁶ "*Km.207. Au bord de la route...*" Disponible sur demande au CG (15€+3€de frais de port).

⁷ Les leaders du groupe estiment qu'au cours des années de lutte, environ une centaine de familles se sont retirées de l'association. En décembre 2010, 30 familles du groupe ont signé au SAA pour leurs futurs titres de propriété. 71 autres familles ont signé en novembre 2011 (voir Brève LA n°196). Au total environ 450 hectares ont été acquis. Le groupe doit encore attendre pour que SAA obtienne le reste des terres afin de faire bénéficier les familles restantes. Les fonds de SAA pour l'achat de terres proviennent d'une autre institution, le FONAPAZ – Fonds Pour la Paix.

⁸ Voir 3 photo-reportages (12.2011 et 02.2012) sur <http://cpr-urbana.blogspot.com/>.

⁹ Héctor Reyes, disparu en septembre 2003 ; Eufemia Lopéz Morán, leader dans la lutte, séquestrée puis assassinée en avril 2004 ; 5 compagnons et Sabina Cabrera, enceinte de 4 mois, meurent lors de l'expulsion en septembre 2004, ainsi que 3 autres personnes des suites de leurs blessures.

Une décision historique pour la lutte contre l'impunité : l'ancien dictateur Ríos Montt formellement inculpé pour génocide

par Marine Pezet et Amandine Grandjean

Le 26 janvier 2012, l'ex-dictateur Efraín Ríos Montt a été formellement inculpé pour génocide. Il s'agit d'un moment historique pour des milliers de victimes.

Un longue quête de justice

En 1999, Rigoberta Menchú dépose une plainte pour génocide, tortures et crimes contre l'humanité contre huit militaires guatémaltèques, dont le général Ríos Montt, devant les tribunaux espagnols, sur la base du principe de la compétence universelle. Parallèlement, en 2001, l'Association pour la Justice et la Réconciliation (AJR) regroupant des survivants et familles de victimes du génocide, avec le soutien juridique du Centre d'Action Légale en Droits Humains (CALDH), porte plainte auprès de la justice guatémaltèque contre Ríos Montt et sa junte militaire pour les crimes commis durant son mandat (mars 1982-août 1983). En 2006, un mandat d'arrêt international est émis à l'encontre des huit accusés par la justice espagnole. Toutefois, cette décision n'est suivie d'aucun effet. Ríos Montt ayant été élu député et président du congrès, il bénéficie de l'immunité parlementaire qui empêche toute arrestation contre lui.

Sachant qu'elle prendrait fin le 14 janvier, date du début de la nouvelle législature, Ríos Montt prend les devants. Mi-décembre, il manifeste son accord auprès du Ministère Public pour être entendu dans le cadre du procès pour génocide. Une audience est alors fixée au 26 janvier suivant, lors de laquelle la juge de haut impact Patricia Flores devra décider si elle le met en examen.

Autour du palais de justice, une journée pleine d'émotions

Ce jour-là, des centaines de personnes venant de tout le pays se sont réunies autour des tribunaux pour exiger justice. Un grand écran, qui va retransmettre en direct l'audience, est installé, ainsi qu'un immense tapis sur lequel est écrit avec des œillets rouges « *Impunidad ni hier ni aujourd'hui* ». A l'intérieur, la salle est comble. Le procureur Manuel Vásquez prend la parole. Pendant deux heures, il va énumérer les crimes qui sont imputés

à Ríos Montt.



Ríos Montt¹

Il lui attribue au moins 1771 assassinats, 11 massacres, 1485 viols et plus de 29 000 déplacements de personnes appartenant à l'ethnie Maya Ixil (habitant le département du Quiché). Le procureur ainsi qu'Edgar Pérez, l'avocat défendant les victimes, insistent sur le fait que Ríos Montt, à la tête de la hiérarchie militaire, était systématiquement informé de ce qui se passait sur le terrain. Par la mise en œuvre de ses plans militaires, Ríos Montt a « *autorisé, créé, conçu et supervisé* » une stratégie contre-insurrectionnelle visant à anéantir l'ethnie Maya Ixil considérée comme ennemie interne pour sa supposée appartenance à la guérilla. Ils décrivent également la stratégie de contrôle de population déployée après les massacres comme la création de pôle de concentration de la population, la paramilitarisation, et la persécution des personnes déplacées internes. Tous ces faits sont constitutifs du crime de génocide. L'accusation est basée sur 72 rapports d'expertise d'anthropologie légale, 11 rapports militaires, ainsi que sur les témoignages de plus d'une centaine de survivants et familles de victimes des massacres.

La défense de Ríos Montt ne peut nier l'évidence et admet donc que l'armée a commis des massacres. Son argumentation consiste alors à défendre l'indéfendable en affirmant que l'ancien chef de l'Etat ne peut être tenu pour responsable des massacres, car « *ne contrôlant pas*

les opérations sur le terrain », il n'en avait pas connaissance ! Les avocats affirment même que si dans le plan militaire *Opération Sofia*, les patrouilles rapportent les massacres commis contre la population Ixil, Ríos Montt n'en a jamais été informé car ces rapports ne parvenaient qu'au chef de la direction des opérations et non à lui ! Les avocats de Ríos Montt arguent également que la mise en œuvre d'une politique de massacres avait commencé avant qu'il n'arrive au pouvoir; le régime de Montt, ayant hérité d'un pays violent et instable, n'avait d'autre choix que d'user de méthodes militaires pour restaurer la stabilité. Enfin, la défense continue évidemment de nier qu'un génocide ait été perpétré au Guatemala. Les massacres commis n'auraient pas été dirigés contre un groupe ethnique spécifique, mais « *seulement* » contre des personnes soupçonnées de soutenir la guérilla...

Situation des autres personnes poursuivies pour génocide

Le Ministère Public a retiré début janvier son accusation pour crime de génocide et crimes contre l'humanité contre Oscar Mejía Víctores, ancien chef d'Etat de 1983 à 1986 et Ministre de la Défense d'Efraín Ríos Montt. Cette décision est justifiée par le fait que Mejía Víctores n'étant pas en conditions physique et mentale d'affronter un procès, conformément à la législation en vigueur, il ne peut être poursuivi pénalement. Le procès d'Héctor Mario López Fuentes, chef de l'Etat-Major de l'Armée en 1982-83, a été suspendu en raison de son mauvais état de santé. Quant à José Mauricio Rodríguez Sánchez, directeur des services secrets de l'Etat-Major, il devrait bientôt être entendu en audience.

Neuf heures après le début de l'audience, la juge se retire enfin pour une délibération qui va durer plus de trois heures. La place où se sont réunis les manifestants commence à se vider, les personnes doivent rentrer dans leurs communautés, mais un noyau de militants est toujours présent. Enfin, la juge réapparaît dans la

salle. Ríos Montt sera-t-il jugé ?

Tout d'abord, la juge réaffirme l'obligation du Guatemala de respecter les principes du droit international humanitaire.

Puis elle assène une série d'accusations directes à l'encontre de l'ex-dictateur:

« Vous, Monsieur Efraín Ríos Montt, aviez connaissance des plans mili-

« *Je demande le châtiement pour celui qui a donné l'ordre d'agonie* »
H.I.J.O.S.²

taires qui avaient pour objectif d'exterminer la population civile. Il existe 84 témoins qui relatent les faits atroces commis par l'Etat, et on constate que c'était bien vous, qui par votre position au sein de l'institution, saviez à l'avance quels étaient les plans à développer ». La juge affirme que dans la région Ixil, pendant les années 1982-1983, l'Etat avait ordonné de façon systématique un génocide. Enfin, elle conclut en confirmant ce qui paraît alors évident : « nous sommes d'accord avec la position du procureur selon laquelle vous, Monsieur Efraín Ríos Montt, avez probablement participé à ces crimes ». Ríos Montt est ainsi mis en examen pour génocide et crimes contre l'humanité. Les réactions ne se font pas attendre. Au silence pesant qui régnait autour du Palais de Justice fait place le bruit des pétards et des applaudissements.

L'ex-dictateur ne passera pas la nuit en prison

Toutefois, alors que tout le monde espère qu'il sera envoyé en prison préventive, la juge change ensuite de discours et souligne le courage de Ríos Montt, constatant que l'ancien général s'est présenté de façon volontaire à la justice. Comme « il n'existe pas de risque qu'il fuie le pays », ni de signes « d'obstruction à la justice », elle ordonne ainsi une simple assignation à résidence, assortie d'une caution de 500 000 quetzals qui devra être remise après l'audience. Quelle déception pour l'assistance ! L'auteur José Guerrero considère que l'attitude de Montt ne constitue en rien une preuve de

courage. Ríos Montt « s'est présenté volontairement auprès des autorités compétentes pour éviter l'humiliation d'être

menotté et traité comme un criminel »³.

Avec cette stratégie, il espérait très certainement contrôler le rythme des procédures juridiques à son encontre, et gagner la sympathie qu'il n'aurait pas obtenue avec une arrestation.

Par ailleurs,

plusieurs juristes ont déclaré que selon la loi guatémaltèque, l'auteur présumé d'un crime de génocide ne peut bénéficier d'une telle mesure car il s'agit d'une infraction très grave.

CALDH et la AJR n'ont pas fait appel de cette décision, afin de ne pas retarder l'ouverture du procès. La juge a fixé un délai de deux mois au Ministère Public pour qu'il poursuive les investigations nécessaires et présente son accusation formelle. L'audience qui décidera si l'accusé devra affronter un débat public est programmée pour le 12 avril prochain.

La décision de la juge représente une avancée majeure pour la mémoire historique et la garantie de non répétition de ces crimes. Dans un entretien accordé à des accompagnateurs du projet ACOGUATE², Julia Cortéz, ancienne présidente et représentante légale de la AJR dans le procès confie: « *Ce moment que nous attendions tous est arrivé; nous y sommes parvenus grâce au soutien d'organisations comme la vôtre, grâce à CALDH, mais avant tout, grâce à la lutte et à la détermination des survivants qui ont commencé à prendre la parole, ouvrir leur cœur, exprimer leurs sentiments afin de raconter la vérité. Grâce à l'audience d'hier, la lumière va être faite sur l'histoire que nous avons vécue, et les souffrances des survivants vont enfin être reconnues. Nous ne cherchons pas la vengeance, mais la justice et la vérité, pour qu'enfin on reconnaisse qu'il y a bien eu un génocide du peuple Maya au Guatemala* ».

Depuis la salle d'audience⁵...

Tout au long de l'audience, nous avons noté un climat de fortes intimidations envers les témoins du génocide et familles de victimes, voire envers les observateurs/accompagnateurs internationaux. Arrivés avant les membres de l'AJR, les sympathisants et ex-membres du parti de Ríos Montt, Frente Republicano Guatemalteco-FRG étaient installés dans la salle alors que les familles venues en majorité de l'Ixil ont eu des difficultés pour pouvoir y accéder. Plusieurs anciennes responsables du FRG prenaient des photos des accompagnateurs. La stratégie était si bien montée que l'on a même observé une (fausse ?) interview radio donnée par une ex-FRG –à côté d'un témoin du génocide et des observateurs– à un (faux ?) reporter qui déclarait que « *les terroristes, eux, ont des accompagnateurs internationaux...* », se référant aux personnes Ixil de l'AJR. Cette personne est allée saluer l'accusé pendant la délibération de la juge et lui a désigné d'un geste les observateurs. Ces faits pris très au sérieux sur le terrain, sont une partie des observations réalisées au cours de ces derniers mois lors de procès contre d'ex-militaires pour génocide, et constituent une politique xénophobe –venant de militaires– envers les personnes venant d'autres pays en solidarité avec le Guatemala pour la défense des droits humains et la justice.

Dernière minute⁶

Le 21 février, la juge Carol Patricia Flores a été retirée du cas de Ríos Montt. Ce sont les avocats des militaires accusés eux aussi de génocide qui en font la demande, suite à la récusation par le militaire Héctor Mario López Fuentes pour partialité.

C'est le juge Miguel Ángel Gálvez qui prend en charge le cas.

¹http://noticiascomunicarte.blogspot.com/2012_01_01_archive.html

²<http://www.albedrio.org/images/evtemp/fotodelasemana0001.jpg>

³ « *No general Ríos, no fue valentía* ». Plaza Pública, 30.01.2012. <http://www.plazapublica.com.gt/content/no-general-rios-no-fue-valentia>

⁴ Les membres de la AJR sont accompagnés depuis sa création par les accompagnateurs internationaux du projet ACOGUATE, dont le Collectif Guatemala fait partie, dans les cinq régions parmi lesquelles elle compte des membres, c'est-à-dire les régions les plus touchées par le conflit armé et les massacres du génocide.

⁵ Notre coordinatrice terrain était présente à l'audience comme observatrice internationale pour ACOGUATE, accompagnant les membres de l'AJR.

⁶<http://www.elperiodico.com.gt/es/20120221/pais/208372/>

Marcos Pérez, cinéaste et acteur de la lutte pour la défense du territoire à San Miguel Ixtahuacán, crée le réseau de cinéaste maya.

par Amandine Grandjean

Marcos Pérez est originaire d'une communauté de San Miguel Ixtahuacán (département de San Marcos), région où la population à majorité Maya Mam est gravement affectée par la mine d'or Marlin¹. Marcos a participé aux ateliers sur l'utilisation de l'outil vidéo pour la documentation et la diffusion des luttes au Guatemala organisés par le Collectif Guatemala. Il est réalisateur et co-réalisateur de plusieurs documentaires et à l'initiative de la création du "réseau de cinéaste maya".

Producteur et directeur indépendant de cinéma documentaire, Marcos est également acteur de la défense du territoire et des droits des populations autochtones. Par son travail de documentation par l'image de la situation autour de la mine d'or à ciel ouvert Marlin, il en dénonce les impacts sur la population et son environnement. C'est en 2007 que Marcos commence à filmer -avec une simple caméra digitale- dans la région de San Miguel, alors que des habitants s'organisent et se lèvent pour défendre leurs terres. Il se rapproche alors de l'association ADISMI², et s'y investit. Entre 2007 et 2009, Marcos participe à des ateliers vidéo -partie d'un projet construit par le *Collectif Guatemala*³ sur le terrain- orientés sur l'appropriation de l'outil vidéo pour sensibiliser, promouvoir et diffuser les luttes au Guatemala. "La vidéo permet de diffuser des informations locales, quand il y des soulèvements dans les villages par exemple. Pour que tout le monde puisse savoir ce qui se passe là ou les médias "de masse" ne viennent pas." Ou l'art du documentaire comme outil de la lutte des communautés rurales. "C'est un outil très important parce qu'ainsi, l'Histoire reste."

Réussites et difficultés

Depuis, Marcos a réalisé plusieurs courts-métrages documentaires⁴ dénonçant les impacts destructeurs de l'industrie extractive minière à San Miguel et a participé à la réalisation du récent documentaire sur l'exploitation minière à l'échelle de l'Amérique centrale "L'Or ou la Vie" (Caracol Producciones, 2011) ainsi qu'au documentaire "Le business de l'or au Guatemala. Chronique d'un conflit annoncé" présenté par le Collectif Guatemala en 2009⁵. Deux de ses courts-métrages ainsi que "L'Or ou la Vie" ont été présentés au festival Icaro 2011 (réalisé à l'échelle de l'Amérique centrale). Marcos a également prêté ses images à une chaîne canadienne pour un reportage sur la mine Marlin au Guatemala. Tou-

jours au plus près du conflit minier, il n'a pourtant pas toujours les moyens de documenter tout ce qu'il souhaiterait: "Parfois, je n'ai pas ce qu'il faut quand surgit un évènement, un mouvement de protestation. Ça m'attriste de ne pas pouvoir filmer seulement par faute de matériel." D'autre part, son travail peut à tout moment le mettre en danger. Marcos a déjà été la cible de menaces dans la région où il vit. L'année passée, il se fait arracher sa caméra vidéo par des employés de la mine alors qu'il filme une manifestation d'habitants des communautés voisines de la mine d'or.

De beaux projets à venir

Depuis septembre 2010, Marcos étudie à l'école de cinéma Casa Comal, à Guatemala Ciudad. Il commencera prochainement avec ses collègues, la préparation d'un long-métrage sur l'Oxlajuj B'aktun, prochain changement de cycle du calendrier Maya. De ce groupe de cinéastes venant de tout le pays, une initiative intéressante est née: avec ses collègues, Marcos monte le projet de création d'une association de cinéma autochtone "Réseau de Cinéastes Mayas"

L'objectif de l'association "Réseau de Cinéastes Mayas" est de rendre accessible la production cinématographique dans différentes régions du pays et de réaliser des films (fiction, documentaire) à une échelle locale grâce à l'expérience de nouveaux-elles professionnel-les, formé-es à la capitale, et originaires de zones rurales. Marcos fait partie du bureau élu de la future association et le groupe créateur de l'initiative est composé d'une vingtaine de personnes originaires de Cobán, El Petén, El Quiché, Huehuetenango, San Marcos, Quetzaltenango, et Escuintla.

Créer une association permettra au groupe de jeunes cinéastes de pouvoir faire des demandes de financements et gérer des fonds, acquérir du matériel professionnel (caméras, ordinateurs pour l'édition, appareils de mixage pour le son...) afin de réaliser des films "autochtones". D'après

Marcos, "l'idéal serait d'avoir un centre à Guatemala Ciudad, la capitale, ainsi que quelques bureaux secondaires, régionaux (nord et ouest du pays)."

"Ce réseau sera la première organisation de cinéma Maya au Guatemala, et nous prévoyons également pour cette année, la création d'une cinémathèque Maya. Celle-ci nous permettra de présenter la production audiovisuelle Maya, indigène, et autres productions nationales et d'avoir un centre d'archives et de diffusion de la production culturelle. Ainsi, nous souhaitons être un observatoire culturel audiovisuel afin de développer les recherches et les publications sur le cinéma en général et plus spécifiquement, sur le thème indigène Maya"

Aujourd'hui ce projet naissant est en suspens, le temps de pouvoir trouver les financements pour réaliser les démarches administratives pour la création de l'association afin d'obtenir une personnalité juridique. Grâce à des contacts solidaires au Guatemala, Marcos et ses collègues pourraient bénéficier de coûts réduits pour ces démarches. Le montant nécessaire est 600 €

A cette occasion, le *Collectif Guatemala* lance un appel à dons à ses lecteurs et adhérents associatifs afin de pouvoir aider cette belle initiative à démarrer!

¹ Pour ses conséquences néfastes sur la santé et l'environnement, et par les conflits sociaux provoqués par la présence de la multinationale canadienne Goldcorp Inc. et sa filiale guatémaltèque Montana Exploradora.

² Association pour le Développement Intégral de San Miguel Ixtahuacán. Des membres de cette organisation de base de la lutte contre l'industrie minière bénéficient de l'accompagnement international d'ACOGUATE pour les menaces reçues dans le cadre de leur travail pour la défense du territoire et des droits humains.

³ Voir l'article à ce sujet dans la Lettre à l'Adhérent précédente (LA n°196)

⁴ Entre autres "Les impacts négatifs de la mine" (2008), "Lutte pour l'eau" (2009) et "Bétail certifié par Montana Exploradora" (2011).

⁵ "Le business de l'or..." (VOSTF, 54') réalisé par Grégory Lassale et Marcos Pérez est disponible sur demande au Collectif (coût: 18€frais de port inclus).

Un début d'année entre sang et violence

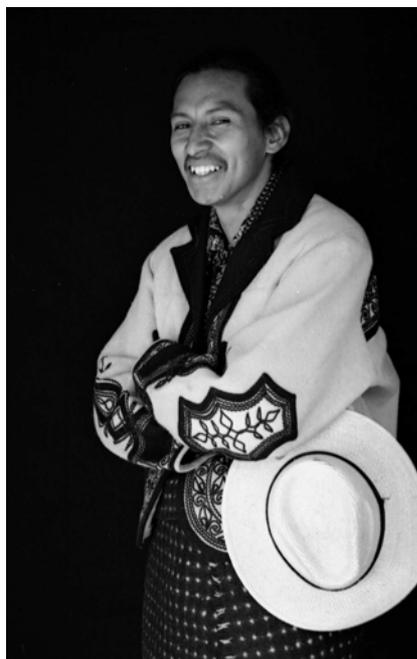
Même en période de passation de pouvoir, les gouvernements de Colom et de Pérez Molina n'ont pas donné de répit aux milliers de familles expulsées violemment en 2011.

Vallée du Polochic, Alta Verapaz – Le 5 janvier, un hélicoptère a survolé la communauté de Aguas Calientes et fait présager le pire aux centaines de familles, déjà victimes du même genre d'intimidation en mai 2011. La suite des événements suit la logique habituelle de l'entreprise de canne à sucre Chabil Utzaj: harcèlements, agressions, destructions des récoltes sous les regards passifs de l'armée et de la police. Résultat: deux paysans grièvement blessés à coup de machette. Cette fois l'entreprise n'a pas envoyé des agents de sa sécurité privée mais ses travailleurs. Le Bureau du Procureur des Droits Humains brillait, lui, par son absence.

El Petén-Tenosique, Mexique – Suite à une rafle de la police mexicaine le 9 janvier, 71 membres de la communauté Nueva Esperanza, Petén (réfugiés au Mexique depuis leur expulsion en août 2011) ont été placés en détention dans un centre de migrants. Les enfants ont été séparés de leurs familles en violation de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfance. Les autorités mexicaines ont invoqués « des raisons humanitaires » pour leur intervention. Le reste de la communauté, environ une centaine de personnes, vit toujours dans un campement de fortune partiellement détruit au cours de la rafle. Le 23 janvier, une partie d'entre elles sont retournés dans le Petén et demeurent temporairement dans une auberge en attendant que le Secrétariat des Affaires Agraires négocie l'acquisition d'une finca pour eux.

Finca la Primavera, Alta Verapaz – Depuis plus de dix ans, les 400 familles Mayas Pocomchi de la Finca Primavera revendiquent la propriété des terres qu'elles travaillent depuis plus de cent ans, par le biais de plusieurs espaces de négociations au niveau régional et national. Elles sont accompagnées dans ce processus par l'union d'organisations paysannes de la région des Verapaces (UVOC) qui dénonce depuis le début de l'année les constantes menaces de mort et d'expulsion dont elles sont victimes. Face à eux, l'entreprise de bois Maderas Filiz Diaz appartenant aux familles Azurdía Saravia et Azurdía Poole, qui se dit propriétaire légitime des terres. Comme c'est le cas dans la Vallée du Polochic pour l'entreprise Chabil Utzaj, les registres de propriétés sont loin d'être fiables ou dans certains cas inexistantes. Les agents de la sécurité privée de l'entreprise ont à plusieurs reprises menacé les paysans, situation que dénonce la UVOC depuis le début de l'année. Le 26 janvier dernier les corps de Petrona Moran Suc (72 ans) et Sebastian Xona (82 ans), travailleurs de la Finca La Primavera depuis le printemps démocratique initié par le président Jacobo Arbenz (1951-1954), ont été retrouvés pieds et poings liés avec des signes évidents de tortures. L'équipe des Brigades de Paix Internationales au Guatemala a émis une action urgente sur ces faits et pour alerter sur les menaces de morts et la surveillance des membres de la UVOC, ainsi que la situation alarmante dans laquelle se trouvent les communautés qu'ils accompagnent.

Action Urgente de PBI: www.pbi-guatemala.org



Condamnations dans le cas de l'artiste Lisandro Guarcax

Les 7 accusés de la bande des « Pujujiles » ont été reconnus coupables d'enlèvement et d'assassinat dans le cas de l'artiste Maya Kaqchikel Lisandro Guarcax et de 5 autres personnes. Ils ont été condamnés à 50 ans de réclusion pour chaque homicide, plus 16 ans pour l'assassinat de Lisandro. Des indemnités seront versées à la famille de Lisandro et la cour a exigé que lui soit rendu un hommage municipal pour ce qu'il a apporté tout au long de sa vie dans les domaines artistique, social et culturel.



Maria et Carmen en tournée en France, novembre 2010

Une bourse d'études pour Carmen

Carmen Mejía, Maya Mam, 27 ans, est militante depuis plusieurs années de l'Association de Développement Intégral de San Miguel Ixtahuacán-ADISMI, que le Collectif Guatemala et ACOGUATE accompagnent depuis maintenant 5 ans. Elle était également l'une des deux invitées de notre tournée européenne de 2010 sur les impacts de l'activité minière sur la vie des femmes Mayas. Militante, *leader* communautaire et mère d'une petite fille, Carmen nous avait impressionnés lors de cette tournée, tant par son dynamisme et sa vivacité d'esprit que par la maturité de sa pensée politique et environnementale. C'est également lors de cette tournée qu'elle a pu rencontrer Anne

Pascal, présidente de *Les Trois Quarts du Monde*. Cette rencontre se révèle aujourd'hui être d'une grande importance dans la vie de Carmen puisque *TQM* a décidé de lui accorder une bourse afin de suivre des études de droits humains et droits des peuples autochtones. Reprendre ses études était un vieux rêve pour Carmen mais les difficultés financières ainsi que la nécessité de subvenir aux besoins de sa famille l'empêchaient d'en faire une réalité. C'est pour cela que le Collectif Guatemala la félicite vivement Carmen pour cette attribution de bourse et lui souhaite bonne chance dans ses études !

¡Hasta siempre Victor!

Un an a passé depuis l'assassinat de notre compagnon, ami et défenseur des droits humains Victor Leiva "*el Mono*", membre fondateur du collectif artistique Caja Lúdica. Victor était artiste, promoteur culturel dans des quartiers populaires marginalisés de la capitale et dans des communautés rurales. Il était une source d'inspiration pour les jeunes avec qui il travaillait. Le soir du 2 février 2011, Victor sortait du centre culturel dédié à la culture de hip-hop où il recevait des cours de danse quand il a été assassiné par balle, dans le centre de Guatemala Ciudad. Il fait partie des 19 défenseurs des droits humains assassinés au Guatemala en 2011, selon le rapport de UDEFEGUA (Unité de protection aux défenseur-es des droits humains). Les circonstances de son meurtre ne sont toujours pas éclaircies. A un an de son assassinat, une nouvelle campagne de signatures a été lancée, afin de faire pression sur le Ministère Public pour que justice soit faite, et que l'assassinat de Victor ne reste pas impuni. Ainsi, une lettre dirigée à Claudia Paz Y Paz, Procureur Générale du Guatemala, lui a été remise le 2 février, accompagnée de 742 signatures individuelles, et 42 signatures d'organisations et associations artistiques et de défense des droits humains, de 34 pays différents. Le soutien d'une organisation de défense des droits humains au Guatemala nous a permis de publier un communiqué (lettre et signatures) dans la presse nationale, pour un plus grand impact. En honneur à Victor, nous avons célébré le soir-même une grande fête et rencontre artistique, à Caja Lúdica.



Victor Leiva, assassiné le 2 février 2011

Des nouvelles de l'activité minière

Les conflits liés à la présence de la mine Marlin à San Miguel Ixtahuacán continuent et se jouent aussi bien au niveau politique que juridique. En effet, le 7 décembre dernier, la CIDH (Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme) a décidé de modifier les mesures de précaution qu'elle avait émises le 20 mai 2010, suite à une demande de révision du cas par l'État guatémaltèque. Se retrouve supprimée l'obligation de l'État de suspendre les activités de la mine, de décontaminer les sources d'eau et de répondre aux problèmes de santé publique. Il s'agit désormais uniquement d'assurer l'accès à l'eau potable des populations et veiller à la non pollution de l'eau par l'activité minière. Cette décision est un revers pour les associations locales qui se battent depuis des années pour que cessent les activités de Marlin. Néanmoins, d'autres recours à la CIDH sont d'ores et déjà d'actualité.

Bloc notes

Départ de Louise, coordinatrice siège du Collectif Guatemala depuis plus d'un an...

Louise Levayer a décidé de poursuivre son engagement associatif vers d'autres horizons et de passer à une nouvelle étape de sa vie professionnelle et militante. Toute l'équipe du Collectif lui dit un GRAND MERCI pour tout le travail accompli, son engagement et sa patience, et lui souhaite le meilleur pour l'avenir!

Elle était chargée depuis novembre 2010 du suivi des activités du Collectif Guatemala en France. Elle a notamment pris en charge avec compétence et motivation la coordination de la campagne Perenco en France, et son point d'orgue, la visite d'Anibal Garcia, en juin 2011, un moment fort de son engagement au CG.

Le poste siège devient à partir de février un mi-temps partagé avec PBI France. Le recrutement commencera fin février, pour une prise de poste début avril. Dans l'intervalle, c'est Emilie qui assure la coordination au siège.



Louise, sur le stand du CG, pour la Fête de l'Humanité (2011)

Bonne continuation Louise dans tes futurs projets et merci !



...Et arrivée d'Amandine, nouvelle coordinatrice terrain!

Après des études centrées sur l'environnement et la biodiversité, Amandine s'investit auprès de communautés indigènes, au Costa Rica et au Guatemala. C'est ce qui la pousse à s'engager avec le Collectif Guatemala, et à partir comme volontaire. Elle reste deux ans sur le terrain, comme accompagnatrice, puis assure la transition à la coordination fin 2011.

Amandine Grandjean assume depuis janvier le rôle de coordinatrice terrain du Collectif Guatemala auprès d'ACOGUATE et nos partenaires locaux.

Bienvenue Amandine!

Des nouvelles du terrain

- Un nouveau volontaire français est sur le départ. Il s'agit de Quentin Bousageon, qui rejoint l'équipe sur le terrain le 27 février. Bienvenue Quentin!

- Vous pouvez désormais vous informer sur l'accompagnement international au Guatemala et l'actualité du Guatemala à travers Facebook! Le Collectif Guatemala vient de créer sa page sur le réseau social. Rejoignez nous! Cette page vient compléter le site internet du projet d'accompagnement au Guatemala, qui permet de s'informer sur la situation des droits humains dans le pays ainsi que sur les cas suivis et activités du projet (www.acoguate.org), et le blog des accos du Collectif (www.accoscollectif.blogspot.com)

AGENDA

Festival International du Film des Droits de l'Homme à Paris

Du 6 au 13 mars 2012, le Festival International du Film des Droits de l'Homme de Paris fêtera son 10ème anniversaire. Retrouvez le programme: http://www.festival-droitsdelhomme.org/paris/images/paris/2012/Promo/programme_fifdh_paris_2012.pdf

Journée d'Initiation PBI le 3 mars à Lyon

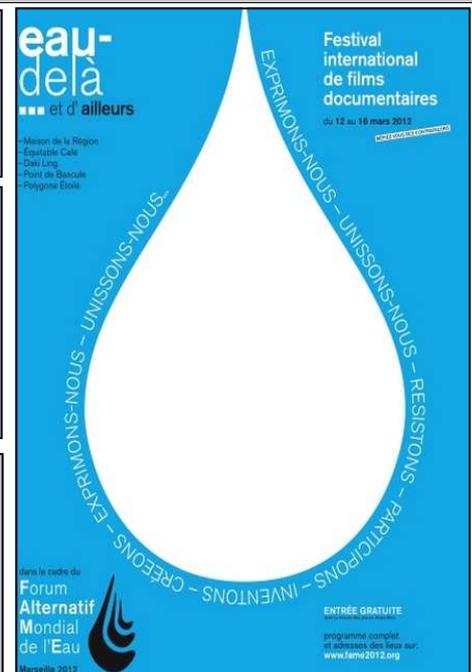
Cette journée vise à accueillir et orienter les personnes intéressées par la non-violence, la prise de décision au consensus, l'accompagnement international et la protection des droits humains. L'approche des Brigades de Paix Internationales de l'accompagnement peut différer légèrement de celle du Collectif Guatemala et il est toujours enrichissant de pouvoir connaître ces visions différentes.

Pour en savoir plus: pbi.france@free.fr

Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau ouvrira ses portes du 14 au 17 mars 2012 à Marseille.

Grégory Lassalle y présentera son nouveau film *Dérives de l'art, dérivés du pétrole*, au cours de l'atelier « Or noir contre or bleu : résistances citoyennes face à l'avancée des transnationales pétrolières ».

Pour en savoir plus sur le FAME: <http://www.fame2012.org/fr/>



Le Collectif Guatemala

Qui sommes-nous ?

Fondé en 1979 par des réfugiés guatémaltèques et des militants français, le Collectif Guatemala est une association 1901 de solidarité internationale. Il est composé d'associations et de particuliers, dont une bonne dizaine de membres actifs, sur lesquels repose la vie de l'association. Depuis octobre 2002, l'équipe s'est étoffée avec l'arrivée d'une permanente, passée à temps-plein en 2011. Depuis mars 2006, l'association a ouvert un bureau de coordination pour ses activités au Guatemala (accompagnement international et campagne de soutien aux militants luttant contre le pillage de leurs ressources naturelles).

Les activités du Collectif au Guatemala

● L'accompagnement international

√ des populations indigènes victimes du conflit armé impliquées dans des procès contre les responsables de violations massives des droits de l'Homme,

√ des personnes menacées du fait de leurs activités militantes.

Comment ?

√ à la demande des groupes ou personnes menacées,

√ en recherchant et en préparant des volontaires qui resteront au minimum 6 mois sur le terrain.

Pourquoi ?

√ pour établir une présence dissuasive,

√ pour avoir un rôle d'observateur,

√ pour relayer l'information.

Les accompagnateurs/trices sont des volontaires majeurs, de tous horizons, désirant s'engager pour une durée minimum de 6 mois. Des sessions d'information et de préparation ont lieu en France avant le départ. Au Guatemala, les accompagnateurs sont intégrés au projet international d'accompagnement ACOGUATE.

● L'outil vidéo

√ organisation d'ateliers vidéo destinés aux membres d'organisations communautaires pour la réalisation documentaire

√ soutien à la diffusion de ces films à la capitale et dans les communautés

√ réalisation de film-documentaires comme outil de campagne et de sensibilisation en France

Les activités du Collectif en France

● L'appui aux organisations de la société civile guatémaltèque qui luttent pour plus de justice et de démocratie

√ en relayant des dénonciations de violations des droits de l'Homme,

√ en organisant des campagnes pour soutenir leurs revendications,

√ en recherchant des financements pour soutenir leurs projets,

√ en recevant en France et en Europe des représentants de différentes organisations pour leur permettre de rencontrer des décideurs politiques et financiers.

● L'information et la sensibilisation du public français

Sur quoi ?

√ la situation politique et sociale au Guatemala,

√ la situation des droits de l'Homme,

√ l'action des organisations populaires, indiennes et paysannes.

Comment ?

√ par la diffusion d'une lettre à l'adhérent bimensuelle,

√ par l'organisation ou la participation à des conférences, débats, réunions, projections documentaires

√ par des réunions mensuelles ouvertes à toute personne intéressée.

● Le travail en réseau avec différents types de partenaires présents au Guatemala

√ associatifs,

√ institutionnels.

Contact: collectifguatemala@gmail.com

ADHÉSION / ABONNEMENT

Le Collectif Guatemala vous propose plusieurs formules de soutien :

Adhésion au Collectif, permettant de recevoir la Lettre à l'Adhérent 23 €

Adhésion à tarif réduit (étudiants, chômeurs etc. joindre justificatif) 15 €

Don, un soutien supplémentaire pour nos activités

Total :

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Téléphone Courrier électronique

Je souhaite être informé(e) par e-mail des activités du Collectif Guatemala

Je souhaite faire partie du Réseau d'alertes urgentes électronique

Les dons et cotisations peuvent être déductibles des impôts à hauteur de 66%.